BULLETIN INTERNATIONAL RÉVOLUTION BRÉSILIENNE

Édition #11 Avril/2021

URC
UNIÃO RECONSTRUÇÃO COMUNISTA

LA CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ AU MILIEU DE LA PANDÉMIE AU BRÉSIL

Le 7 avril dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de la Santé, les militants de la campagne Brésil : pour la Seconde et Définitive Indépendance, ont organisé une série d'agitations dans plusieurs villes du pays. Des distributions de tracts et des collages ont été réalisés dans les villes de São Paulo (SP), Juiz de Fora (MG), Porto Alegre (RS), Vitória (ES), Rio de Janeiro (RJ) et Campinas (SP). Dans la capitale de São Paulo, nous avons mis en place un stand avec les matériaux de la campagne pour discuter avec la population et les travailleurs de la santé, dans la région du quartier de Santa Cecília, où se trouve la Santa Casa, l'un des principaux hôpitaux de São Paulo. Nous avons dénoncé la tentative de démontage du Système Unique de Santé (SUS) qui a été menée ces dernières années par les gouvernements successifs et la façon dont la pandémie du nouveau coronavirus a dévoilé que l'État brésilien de la ferraille et n'investit pas dans la santé publique, pour fournir tous les fonds au secteur privé des hôpitaux et des plans de santé. Le résultat est de voir des milliers de Brésiliennes et de Brésiliens se contaminer et mourir à cause d'un virus pour lequel il existe déjà un vaccin. La campagne Brésil : pour la Seconde et Définitive Indépendance est une initiative proposée par l'Union Reconstruction Communiste (URC) et d'autres organisations et militants patriotes pour défendre la nécessité de la libération nationale de notre pays, contre les forces impérialistes et la bourgeoisie bureaucratique qui oppriment et exploitent les masses brésiliennes. Ci-dessous le texte de la brochure distribuée au mois d'avril :

URC PUBLIE LE JOURNAL RUMOS DA LUTA

DOCUMENTAIRES ET FILMS SUR LA RÉALITÉ BRÉSILIENNE. Comme nous l'avons signalé dans notre première édition, lancée en juin 2020, le Bulletin International Révolution Brésilienne est une publication mensuelle, présidée par l'Union Reconstruction Communiste (URC) qui a pour objectif de conformer un réseau international de solidarité aux luttes du peuple brésilien et aux perspectives de reprise de la Révolution Brésilienne, informer les amis du peuple brésilien à l'étranger sur les traits de la société brésilienne et sur la façon dont son peuple a lutté contre l'impérialisme et les classes réactionnaires locales. Pour atteindre l'objectif proposé par le Bulletin International Révolution Brésilienne, l'URC a écrit des articles sur différents thèmes de notre réalité. Pour approfondir ce travail, nous avons pris l'initiative de traduire, pour les langues anglaise et espagnole, des sous-titres de documentaires sur la réalité brésilienne et les luttes de notre peuple, et de les reproduire à partir de la présente édition du Bulletin. Le lecteur pourra les vérifier à la page 7 de chaque édition.

A SAÚDE PÚBLICA QUE TEMOS E A QUE PRECISAMOS

LA SANTE PUBLIQUE DONT NOUS AVONS BESOIN

Nous vivons une triste réalité : le Brésil connaît un rythme accéléré, dépassant le terrible chiffre de 400000 décès dus à la pandémie du nouveau coronavirus. Cette situation a placé au premier plan l'importance du droit à la santé comme une nécessité fondamentale pour l'existence humaine. Surtout pour ceux qui ne peuvent pas payer pour des services privés, qui sont l'immense majorité de notre peuple, il est indispensable d'avoir un système public de santé entièrement orienté vers les intérêts des travailleurs, guidé par une logique collective, publique et accessible à tous.

Le Système Unique de Santé (SUS) est né des luttes populaires qui réclamaient un autre modèle de prestation de santé. Dans ses propositions et objectifs initiaux étaient inclus toutes les qualités que nous avons énumérées ci-dessus. En fait, s'il n'y avait pas le SUS et les services réalisés avec grand sacrifice par ses travailleurs, certainement la tragédie que nous vivons serait encore pire, mais malheureusement, le système qui existe aujourd'hui s'est avéré incapable de remplir pleinement sa mission.

C'est parce que ce que nous avons aujourd'hui est très éloigné de ce que proposaient les concepteurs du Système Unique de Santé : ce n'est qu'une partie déformée de cette proposition, celle que le capitalisme brésilien et son État ont pu réaliser. Ainsi, la privatisation a été imposée au SUS par le biais des soi-disant Organisations Sociales de la Santé (OSSs), des entreprises privées qui aujourd'hui ont arraché des morceaux du système public. En plus de son budget étant également réduit chaque année par les différents politiciens qui commandent l'État, avec l'excuse que son financement serait « responsable » de l'effondrement des comptes publics - une blague aux oreilles du peuple!

Les conséquences sont évidentes : le système de santé ne parvient pas à apporter une réponse satisfaisante dans des situations de crise radicale comme celle que nous vivons. D'où les problèmes avec les effondrements des réseaux hospitaliers, qui ne sont pas en mesure d'accueillir tous les malades dans les moments critiques de la pandémie, en raison du manque de lits dans les hôpitaux et les soins intensifs. Nous voyons donc un État impuissant face à ces carences, même avec des milliards de réels soi-disant libérés pour faire face à la pandémie.

Un autre exemple est la situation de milliers de travailleurs du réseau public de santé de la ville de Rio de Janeiro, qui dénoncent depuis juin des irrégularités dans le paiement de leurs salaires. En novembre 2020, plus de 16000 travailleurs n'ont pas reçu leur salaire, et ne devraient pas recevoir le salaire de décembre et le treizième ; parmi eux, il y a ceux qui travaillent dans les hôpitaux de référence pour le traitement du nouveau coronavirus. Selon les estimations, les retards pourraient atteindre jusqu'à R$ 90 millions.

À Santa Catarina les travailleurs du SAMU font face à une situation similaire : depuis des mois, ils ne reçoivent pas correctement les salaires qui devraient être payés par OZZ Saúde, société qui gère le service dans l'état. À São Paulo, depuis le début de la pandémie, les travailleurs manifestent pour dénoncer l'absence de conditions de base pour l'exercice de leurs fonctions, parmi lesquelles le manque d'équipements de protection nécessaires.

Pour mettre un terme à cette situation inacceptable et faire d'un système de santé de qualité une réalité au service du peuple, nous plaidons pour une nationalisation totale du système de santé. La vie des gens ne peut être l'objet de la spéculation et du profit des entreprises du secteur.

Il est urgent que les travailleurs s'engagent dans une lutte qui rompt une fois pour toutes avec les liens de notre dépendance et de notre retard, transformant profondément les bases de notre société. Allons au combat pour la seconde et définitive indépendance nationale!

Pour un système de santé qui soit vraiment unique, public et décent !

Les paysans de la LCP résistent à la répression à Rondônia

À la mi-2020, le NOVACULTURA.info, à l'occasion du 25e anniversaire de l'héroïque Révolte de Corumbiara, a écrit un article qui traite brièvement de l'historique de la lutte anti-féodale à Rondônia et de sa relation avec ce qui se passait dans d'autres états du pays. Nous avons également rapporté le fait expressif qu'à l'époque, dans la municipalité de Chupinguaia (RO), les masses organisées par la Ligue des Paysans Pauvres (LCP) avaient occupé le grand latifundio connu sous le nom de Ferme Nossa Senhora, qui faisait partie des terres de l'ancienne Ferme Santa Elina. A partir de cette occupation, ils ont conformé le Camp Manoel Ribeiro qui, jusqu'à nos jours, continue à résister aux coups de feu de la police et des usurpateurs de terre.

Depuis que les masses organisées par la LCP ont occupé la Ferme Nossa Senhora à la mi-2020, les attaques lancées par la classe des grands propriétaires fonciers n'ont jamais cessé, mais aussi jamais cessé la résistance des paysans. Selon des informations parues dans le journal La Nouvelle Démocratie, en janvier 2021, les patrouilles de la police militaire dans les environs du camp ont été fréquentes, avec l'intimidation des résidents, des tirs à balles mortelles dirigés vers le camp, parmi d'autres et de nombreux arbitraires.

Et depuis la mi-mars 2021, l'oppression et les attaques se sont intensifiées. Les mêmes nouvelles citées ci-dessus montrent que le bras armé de l'État réactionnaire a mené des attaques contre plusieurs zones organisées par la LCP, même si l'objectif actuel des attaques est le camp Manoel Ribeiro. Il y a une sinistre tentative de répression générale pour détruire le mouvement paysan.

Il est curieux de voir comment la réaction utilise la répression massive comme moyen d'essayer de détruire la lutte de la paysannerie, sans faire les calculs appropriés que l'augmentation de l'oppression ne conduira qu'à une augmentation de la résistance à Rondônia et dans d'autres états brésiliens. Il est également de la plus haute importance de dénoncer qu'il ne s'agit pas d'une action isolée, mais d'une campagne réactionnaire organisée, avec la participation directe du gouverneur de Rondônia, Marcos Rocha, qui a personnellement rencontré des policiers et des fermiers pour aborder les perspectives de massacre.

La répression de la réaction a été systématiquement frustrée par la résistance des masses rurales. Vers le 29 mars, la campagne de répression contre le camp Manoel Ribeiro a commencé (du moins de manière plus agressive) à Chupinguaia (RO) : il y a un siège militaire dans la région et une mobilisation militaire intense, qui a inclus des barrages routiers, ainsi que l'arrêt de la fourniture de vaccins contre Covid-19 aux agriculteurs âgés. Rien de tout cela n'a été suffisant pour empêcher les incursions de la police militaire contre le camp Manoel Ribeiro, qui ont eu lieu depuis le 31 mars, d'être constamment combattues. Des bataillons armés sont combattus par des travailleurs qui résistent de manière organisée. Plusieurs vidéos montrant la résistance ont également été diffusées sur Internet, avec des paysans chantant des cris historiques du mouvement paysan brésilien.

Ce qui se passe actuellement à Rondônia devrait être un exemple pour le reste du mouvement paysan brésilien qui continue à résister au milieu des dures conditions de répression et offensive militaire, idéologique et culturelle des oligarchies rurales.

Le réajustement du gaz et son impact sur la vie des travailleurs

Le 5 avril, Petrobras a annoncé une augmentation de 39 % de la valeur du gaz naturel, qui entrera en vigueur le 1er mai 2021.

Bien que les hausses successives du prix du gaz de cuisine soient celles qui s'expriment directement dans la poche et dans les conditions de vie de base du travailleur, l'augmentation du gaz naturel entraînera également dans cela, bien que indirectement et pas aussi explicite, comme nous l'aborderons ci-après – et, en outre, les deux augmentations ont un facteur commun : les processus d'interférence dans la structure de l'entreprise d'état Petrobras.

La diffusion massive de l'augmentation prévue par les véhicules de presse a suscité l'inquiétude de la population brésilienne, qui ne supporte plus de voir ses conditions de vie matérielles de base réduites de manière drastique par les augmentations successives et généralisées des biens de consommation. La crise sanitaire découlant de la COVID-19 en l'an 2020 est la justification actuelle de l'État bourgeois-latifundiaire brésilien pour expliquer le chaos économique dont se plaignent les Brésiliens, et même si elle a en fait interféré dans les relations de production et de travail au Brésil, elle n'est qu'une partie explicite d'un problème bien plus grand, structurel du pays.

En ce qui concerne le gaz de cuisine (GPL), qui a déjà subi 10 réajustements de prix en l'an 2020, rien qu'en 2021, nous avons déjà fait face au 4ème réajustement réalisé par la compagnie pétrolière à être transmis aux distributeurs. Compte tenu de la réalité brésilienne actuelle, où le salaire minimum est R$ 1.100,00 et le prix du gaz de cuisine, suivant le réajustement, va coûter en moyenne R$ 95,00 (chiffre estimé dans la région du sud-est ; dans la région du nord du pays, le prix du gaz atteint déjà R$ 110,00), cela coûterait alors presque 10 % du revenu, déjà dérisoire, du travailleur – et voyons : ici, nous parlons du travailleur salarié et/ou rémunéré sur la base d'un salaire minimum !

Cependant, ce qui est implicite (pas sans un objectif, bien sûr) c'est que Petrobras a été successivement démantelée, dans sa direction et sa gestion, sous l'influence des forces politiques réactionnaires d'une bourgeoisie bureaucratique-acheteuse représentant de l'impérialisme au Brésil.

Si on ne raffine pas au Brésil, on importe de tels produits qui, en fait, auraient toutes les conditions d'être fabriqués ici, en évitant la soumission directe aux taux de change et en renforçant les conditions du marché intérieur, et non plus en versant tous les coûts de ce processus dans la poche des travailleurs.

Au Brésil, 91% de la population utilise le GPL à domicile, tandis que 8% seulement utilise le gaz naturel, selon les données les plus récentes de l'IBGE de 2019. Ainsi, la consommation directe de gaz naturel par les gens est minime, si on la compare au gaz de cuisine.

En bref, la totalité du coût supplémentaire généré autour du gaz naturel, exprimé dans le réalignement, culminera dans un nouveau compte dans la poche du travailleur, dans un nouveau processus de paupérisation du peuple, dans une autre forme particulière de l'universalité de la surexploitation du peuple brésilien pour servir les intérêts du capital.

URC PUBLIE LE JOURNAL MENSUEL RUMOS DA LUTA

L'Union Reconstruction Communiste (URC), conjointement avec la Cellule Communiste des Travailleurs (CCT), fait un pas de plus pour s'insérer dans le débat de la lutte de masse et de la révolution brésilienne avec la publication du journal Rumos da Luta (Le Cours du Combat).

À un moment où l'évolution sociale et politique de la conjoncture brésilienne va vers une crise nationale générale (qui touche exploités et exploiteurs, dont V.I. Lénine affirmait être nécessaire pour la révolution), et devant laquelle opportunistes et révisionnistes à la « gauche » déploient tous leurs efforts à la recherche de débouchés institutionnels et électoraux pour apaiser le mécontentement des masses et tenter de sauver la démocratie bourgeoise déjà pourrie du Brésil, nous devons dénoncer toutes les illusions nourries et montrer la seule voie possible à notre peuple : la révolution.

Et nous allons maintenant éditer ce journal comme un instrument pour un vaste travail d'agitation et de propagande parmi les masses brésiliennes, pour non seulement dénoncer toutes les forces, de la « gauche » à la droite agissant pour le maintien de l'ordre, mais surtout pour indiquer au prolétariat, aux paysans et aux autres couches moyennes pauvres, que s'ils veulent une vie digne, ils devront vaincre l'alliance de la bourgeoisie brésilienne et de l'impérialisme et prendre le pouvoir d'État au Brésil, la tâche primordiale que les révolutionnaires doivent reprendre aujourd'hui.

En fonction des défis auxquels nous sommes confrontés, nous avons besoin d'un journal pour guider la lutte pour la révolution brésilienne. C'est pourquoi nous consacrerons nos efforts au journal mensuel Rumos da Luta, pour orienter la lutte prolétarienne sur les fronts économique, politique, théorique, idéologique et culturel et consolider cette publication comme un journal recherchant la convergence des luttes des exploités, en guidant le chemin de l'unité autour des objectifs immédiats et historiques du prolétariat.

Le journal Rumos da Luta a été publié mensuellement, début avril (édition #01), comme un journal de 8 pages, format germanique, coloré.

Notre première édition contient comme éditorial un article sur la pauvreté et la richesse au Brésil et qui en bénéficie ; dans la section de conjoncture nationale, un texte sur la tentative de salut de la démocratie bourgeoise moribonde ; et dans la section internationale, un article sur la lutte du peuple cubain pour la santé, même face au blocus impérialiste ; outre des textes sur la récente grève sanitaire des enseignants paulistes et l'importance de l'affiliation syndicale des travailleurs ; nous publions également des articles sur la nécessité de lutter contre la tentative de privatisation de l'enseignement supérieur public et sur la violence domestique contre les femmes brésiliennes; nous clôturons l'édition avec les hommages au musicien brésilien et populaire Pixinguinha et son rôle dans la construction de la culture brésilienne et à 150 ans de la Commune de Paris.

PAUVRETÉ ET RICHESSE

rumos da luta

um jornal a serviço da classe operária e camponesa

Pauvreté et richesse, comme nous le savons, sont les deux pôles d'une même contradiction. L'une n'existe pas sans l'autre. Mais, aussi évident soit-il, il y a une tentative systématique de dissimuler cette réalité, de la rendre incompréhensible ou, à tout le moins, de la justifier.

La raison de cette tentative d'occulter le phénomène est l'intérêt de la bourgeoisie et d'autres secteurs privilégiés dans la société capitaliste à maintenir les choses comme elles sont, ou à les changer superficiellement.

C'est pourquoi, même si cela est évident, il faut, dans l'intérêt du progrès de la lutte des classes exploitées, les expliciter de temps en temps. Alors, voyons à quels groupes sociaux s'intéressent la misère de dizaines de millions de personnes au Brésil.

La bourgeoisie. La bourgeoisie, classe dominante dans la société capitaliste, a un intérêt direct dans l'existence de personnes dans des conditions précaires. Plus le nombre de chômeurs est élevé, plus ceux qui travaillent ont tendance à accepter de faibles salaires, voire de travailler sans droits. Plus les salaires sont bas, plus les profits des bourgeois sont élevés.

Le narcotrafic. L'existence de millions de personnes marginalisées intéresse aussi le trafic de drogue, une affaire très lucrative qui se développe dans le capitalisme. C'est parmi les pauvres que le narcotrafic recrute les travailleurs de ses entreprises. Nous disons affaires, au pluriel, parce que, comme vous le savez, le trafic de drogue est associé à d'autres crimes.

Les églises. Avec tout le respect que nous devons avoir pour les croyants de toutes les religions, qui pratiquent honnêtement leurs cultes et contribuent à les maintenir, on ne peut occulter l'intérêt des chefs des églises à l'existence de personnes pauvres, qui, incertaines quant au jour de demain, Ils s'accrochent à la foi comme dernier recours et sont souvent exploités, et pas seulement financièrement. Des cas d'abus de toutes sortes, voire d'abus sexuels, sont connus dans le milieu religieux.

Les partis. Nous ne parlons pas ici des partis de droite, car on n'en attend pas moins. Nous parlons de partis comme le PT, le PC do B, le PSOL, entre autres, qui profitent également de l'existence de millions de misérables. Plus les conditions de vie de ces personnes seront dégradées, plus ces partis pourront rabaisser leurs propositions et les présenter comme si elles étaient importantes.

Les organisations non gouvernementales. Les soi-disant ONGs ont également intérêt à la misère de millions de personnes, car c'est de là que vient la possibilité de se présenter pour fournir des services que la puissance publique n'offre pas suffisamment. Le détail est que l'argent qui finance cette prestation de services est en grande partie public. Nous pouvons donc conclure qu'il n'y a rien de plus gouvernemental qu'une ONG.

La presse bourgeoise. La presse bourgeoise, que nous ne devons pas oublier, est aussi une entreprise capitaliste, a un intérêt direct dans l'existence de millions de misérables, pour pouvoir mieux exploiter ses travailleurs. La presse bourgeoise vit aussi de la propagande que les gouvernements et les entrepreneurs privés font sur leurs pages. Pour cette raison, la soi-disant « presse libre » tente de maintenir dans l'ignorance la plupart des gens sur les véritables causes de la misère.

L'industrie de l'armement. L'industrie des armements est un secteur d'activité qui a également un grand intérêt à ce que la population ait des secteurs misérables, car de cette misère naît la violence qui doit être condamnée par la police et d'où la justification de la production d'armes, outre l'intérêt général auquel nous avons déjà fait référence. Ce n'est pas un hasard si Bolsonaro est un ardent défenseur de l'armement de la population, précisément parce qu'il est un ardent défenseur du capitalisme et de tant d'autres barbaries.

La détérioration matérielle de la vie des populations aggrave la criminalité et provoque la violence, qui enrichit les factions bourgeoises intéressées par la vente de la sécurité (armes, alarmes, etc.) et, pour vendre cette sécurité, il faut faire proliférer le crime (le trafic de drogue, de personnes, etc.), contrôlé par des mafias alliées aux pouvoirs de l'État bourgeois.
C'est pour ça que Bolsonaro parle de « déchet marxiste » . C'est pourquoi cette « sainte alliance » combat sans relâche les communistes et leur orientation scientifique - le matérialisme historique et dialectique – également connu sous le nom de marxisme-léninisme.

C'est pourquoi nous sommes des partisans intransigeants du marxisme-léninisme, comme seul outil totalement efficace pour poursuivre la lutte pour l'amélioration des conditions de vie du peuple exploité et pour la révolution qui mettra fin à cette exploitation.

ÉDITORIAL DE LA PREMIÈRE ÉDITION
DU JOURNAL RUMOS DA LUTA

DOCUMENTAIRES

Le documentaire **« Une autre ode aux couturières »** dépeint la vie de 5 couturières de Blumenau face à des dilemmes, des douleurs et des séquelles que le jour au travail a laissées dans leurs vies. Le film a également des témoignages de médecins et avocats de l'Association des Professionnels Libérales et Réglementées du Brésil (APLER) et du Syndicat des Travailleurs Textiles (Sintrafite). Le tournage a commencé en octobre 2016, comme travail d'achèvement des cours d'Ariel Schloegel, à l'Université Fédérale de Santa Catarina (UFSC). Le documentaire a été tourné dans toute la ville de Blumenau et, en plus des témoignages, il suit la journée de travail d'une de ces couturières, de son départ de la maison au retour. « L'idée a commencé il y a deux ans, à cause de mon père qui travaillait à APLER, donc j'ai été en contact avec ceux qui souffraient de Blessures d'effort répétitif (LER) et Troubles ostéomyusculaires liés au travail (DORT), et puis j'ai eu la chance de faire du travail social, de ne pas oublier les difficultés de ces personnes », raconte Ariel Schloegel, cinéaste responsable. L'œuvre expose les maux de l'exploitation capitaliste sur son visage nu et brut. Bien que les entreprises réalisent de plus en plus de bénéfices, les travailleurs, en plus de recevoir de faibles salaires, subissent dans leur corps la destruction causée par le capitalisme. On croit souvent à la possibilité d'une certaine forme de consommation éthique sous l'égide d'un système qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Le documentaire nous montre ce mensonge. Le capitalisme se reproduit avec la crise et la maladie. Leurs travailleurs sont écrasés dans la machine à broyer la chair humaine et de produire du profit.

Filmé en 1986, le film enregistre l'occupation d'une ferme dans le Rio Grande do Sul, région sud du Brésil, enquête sur la lutte pour la réforme agraire dans le pays après la dictature et l'action du Mouvement des Travailleurs Sans Terre. Pour cela, il aborde l'histoire de Rose et ses compagnes, qui luttent pour conquérir un morceau de terre pour planter et vivre.